

EN ALGÉRIE

le plurilinguisme de la société

(2^e partie et fin)

Tamazight, sa sœur nationale, **ne possède ni académie, ni conseil supérieur** (dont les décrets de création ont été déprogrammés du conseil des ministres en 2008), **ni des centres de recherche relevant du MESRS**. Elle n'est servie que par un haut-commissariat (**HCA**) sans haut-commissaire, un centre de recherche relevant de l'éducation nationale (**CNPLET**) où la **recherche est statutairement impossible** (EPA), et de **trois instituts universitaires** de tamazight à Tizi-Ouzou, Bouira et Béjaïa ! Pourtant, **c'est tamazight qui a le plus besoin du soutien de l'Etat** par des institutions scientifiques compétentes, statutairement et financièrement outillées à cet effet !

L'élévation de tamazight, sous pression au rang de **langue nationale** en 2002, n'a eu aucun effet sur les modes de sa prise en charge institutionnelle. **La régression de l'enseignement de tamazight** (V. Dourari A., 2011-b ; et entre autres le dossier de *la Dépêche de Kabylie*, quotidien national du 26/09/2011) est un autre problème induit de la politique **d'enseignement non méthodique** de cette langue !

En Algérie, cette langue non normalisée est précipitamment introduite dans le système éducatif. Les attermolements quant à la création de centres d'aménagement de cette langue dénotent de la facticité de cette opération. Pour comparaison, le Maroc a installé l'Ircam (Institut royal de la culture amazighe en 2003) comprenant sept centres universitaires spécialisés dans la prise en charge de cette tâche ! Ces centres, regroupent des chercheurs de haut niveau et sont dirigés par des professeurs universitaires de haut rang. Aujourd'hui, tamazight est en passe de devenir la deuxième langue officielle du royaume. La Libye et la Tunisie sont en passe de reconnaître leur amazighité.

(2) Les langues étrangères

Les **langues étrangères sont d'une nécessité impérieuse pour le développement économique et scientifique** du pays. C'est le moyen le plus sûr et le plus rapide pour être en phase avec l'évolution de la pensée scientifique et philosophique dans le monde, car le **monde dit arabe ne produit plus ni sa pensée, ni sa science, ni encore moins son pain**. Il a quitté le monde du savoir depuis le XVI^e siècle, a tenté une reprise au XIX^e. Siècle dans cette fameuse Nahdha, puis est vite retombé dans la léthargie (M. Arkoun, 2007).

Le renforcement de l'apprentissage/enseignement des **langues étrangères** les plus proches de l'espace géostratégique algérien et les plus développées dans le monde (le français, l'anglais, l'espagnol, l'italien, l'allemand...) permet d'être à jour en matière de documentation scientifique sans passer par le filtre déformant et retardant de la traduction, elle-même quasi inexistante dans le monde dit arabe.

Le **renforcement de la maîtrise de la langue arabe scolaire** (institutionnelle) permet de faciliter la communication entre les scientifiques arabisants et francisants. Il permet aussi la plus grande socialisation des savoirs scientifiques et de l'esprit rationnel dans la société.

La **mise en rapport de cette langue avec des contenus pédagogiques rationnels de son histoire et de celle du monde développé contemporain** ainsi que la **modernisation des méthodes de son enseignement**, loin des rigidités idéologiques, lui permet d'être plus attractive pour les apprenants (V. Dourari A., 2007).

Ainsi donc, en intégrant les éléments de la politique linguistique ci-dessus, une **corrélation sera établie entre la politique linguistique et la politique éducative et culturelle** de l'Etat.

III) Perspectives : Pour une politique linguistique rationnelle, plurilingue et citoyenne

a) Les langues algériennes : éléments pour un débat

En mars 1990, lors d'un colloque de l'université d'Oran sur les dialectes en Algérie, j'avais soutenu qu'il s'agissait d'enseigner, après l'avoir normalisée, chaque variété de tamazight à part. Une académie s'occuperait de l'aménagement de cette langue polynomique. Elle suivra un processus qui consisterait à instituer une variété normalisée commune pour le domaine formel ; en ne s'écartant jamais des demandes sociales et prendra le temps nécessaire à cela. Mais ce n'est malheureusement pas la seule question de

l'unification qui est posée. Les contenus des enseignements, les manuels, les dictionnaires... le sont aussi et un gros effort doit être consenti dans ce sens pour réussir à recouvrer son être, son identité réelle, non pas pour s'y recroqueviller narcissiquement, mais pour mieux s'en libérer et aller de l'avant avec un certain sentiment d'apaisement.

En raison du retard épistémique accumulé autant par l'arabe scolaire que par tamazight et le maghribi, la modernité nécessaire et urgente à la pérennité de la nation passe par la langue française ; car c'est la langue de modernité qui est la plus ancrée dans le tissu social algérien et maghrébin. Les Mexicains, les Cubains, les Brésiliens..., ce qu'on appelle l'Amérique latine, parlent l'espagnol ou le portugais, variétés latines de leurs ex-occupants.

Kateb Yacine disait : «Je voudrais dire aux Français, en français, que je ne suis pas français. Cette langue qui est loin d'être une langue de colonisation et est plus qu'un tribut de guerre, a servi d'instrument de guerre contre le colonisateur français – la colonisation n'étant pas réductible à la seule question linguistique, des Français «de souche» se sont sacrifiés pour la libération de l'Algérie.

La politique linguistique d'arabisation, dont les contenus et les références sont inscrits explicitement dans le conservatisme et l'archaïsme a échoué. Elle a servi surtout à empêcher les Algériens d'accéder à la littérature scientifique et rationnelle produite dans la langue française et sa littérature autant que dans la langue arabe classique elle-même où l'avantage a été donné aux sources documentaires propices au conservatisme et au fanatisme religieux.

Le français, du fait de son enracinement dans la société, a de fait le statut de langue seconde en Algérie pour le domaine formel. Le choix d'une langue d'accès à la modernité ne relève pas du caprice. Il n'y a pas d'hésitation possible entre l'anglais et le français d'un point de vue objectif, car on ne choisit pas une langue comme on choisirait des légumes sur les étals d'un vendeur. L'anglais, l'espagnol ou le français sont des langues presque au même niveau de développement. L'arabe scolaire aujourd'hui est comme un coureur qui n'arrive pas à se qualifier pour la compétition.

L'Algérie n'est pas une société homogène linguistiquement, contrairement à ce que pré-supposent les textes portant sur la langue nationale et officielle (l'ordonnance de 1976 portant système éducatif algérien, loi 91-05 du 16/01/1991 portant généralisation de la langue arabe, l'ordonnance de 1996 du 21/12/1996 relative à la généralisation de l'usage de la langue arabe scolaire et la loi d'orientation scolaire de 2008), même si une langue, le maghribi ou l'algérien, est parlée par la majorité. La société algérienne, pas plus que les autres sociétés du monde, n'a pas besoin d'être homogène aux plans linguistique et culturel même si l'on note aussi l'universalisation des cultures (V. Dourari A., 2003-a). Cependant, toutes les sociétés développent des langues véhiculaires. L'Algérie possède l'**arabe algérien** très proche à se confondre avec le marocain et le tunisien. Les autres variétés existeront toujours et pour longtemps en coexistence pacifique si elles ne sont soumises à aucune agression (v. A. Dourari (s/d), 2002).

Distinguer, en pensée, la pluralité linguistique de l'unité politique (cf. Dourari A., 1996/1997), la religion de la langue... comme on distingue entre pluralisme politique et unité nationale, et cette dernière des modes d'organisation politique et étatique. L'Iran est musulman sans avoir jamais abandonné le persan...

C'est un problème civilisationnel. Les Iraniens avaient, avant l'islam, une civilisation brillante : celle des Sassanides qui a produit une pensée scientifique et culturelle et un Etat structuré. Le mouvement dit de la «chou'oubiyya» (ethnisme) est né d'abord en Iran. Il prônait l'autonomie des identités ethniques par rapport à la religion. Les Bulgares, les Turcs, les Tchétchènes... n'ont pas eu non plus à abandonner leurs langues pour être musulmans. Les Arabes, même à les prendre pour un tout homogène, ne représentent aujourd'hui qu'une infime proportion des musulmans.

La population maghrébine, amazighe dans sa quasi-totalité, a continué, quant à elle, à pratiquer sa langue tout en adoptant inconsciemment l'arabe maghrébin dans la foulée des évé-

nements sociologiques et transactionnels courants : il leur fallait une langue commune neutre, une lingua franca !

b) Linéaments pour une politique linguistique plurilingue et citoyenne

L'**apaisement identitaire** relatif à cette dimension historique, anthropologique, culturelle, linguistique et sociale de l'algérianité (socle amazighe multimillénaire) ne peut provenir que d'une **prise en charge sérieuse et scientifique de tamazight**, et des autres langues en usage en Algérie.

La politique linguistique, autant que celles culturelle et éducative actuelles, imprégnée de l'idéologie arabo-islamique du PPA-MTLD (qui avait le prétexte d'un contexte historique particulier) et de l'Association des oulémas, continue d'affaiblir la loyauté à l'égard de la communauté nationale et politique.

La nécessité d'une **politique linguistique** en cohérence avec une **politique éducative** est pressante. Elle permet d'avoir une vision globale cohérente de la situation linguistique du pays, des objectifs visés par étape ainsi que l'intégration de la demande linguistique et culturelle dans un système éducatif qui devra être lui-même sous-tendu par la volonté de construire un esprit rationnel et scientifique (savoir et savoir-faire) couplé à une éthique citoyenne moderne (savoir être).

Cette politique linguistique fondée sur le **pluralisme**, en harmonie avec le **pluralisme politique**, articulera les langues du domaine formel (le français et l'arabe scolaire) avec celles relevant du domaine personnel (les variétés de tamazight et celles de l'arabe algérien-langues parentes) compte tenu de leurs fonctions sociales différenciées et évolutives. Ces langues doivent pouvoir être étudiées et développées autant que possible. **Elles doivent pouvoir être introduites progressivement dans certaines sphères du domaine formel**. Les **institutions universitaires et scientifiques doivent inscrire et publier des recherches** (thèses et mémoires) sur et dans ces langues notamment dans les instituts de langues arabe scolaire, tamazight et même des langues étrangères (thèses de science du langage, de sociolinguistique, et de linguistique...).

Le faux rapport d'exclusion postulé et entretenu entre pluralisme linguistique et unité nationale fait écran à l'émergence d'un regard apaisé et objectif de la réalité et des projections possibles. La société étant plurilingue, il est normal qu'une autre politique linguistique soit mise en œuvre autour d'un ensemble de priorités (V. A. Dourari, 2010 -b).

Une planification linguistique est nécessaire pour tenir compte des demandes identitaires, de celles du développement et de la mondialisation. En Algérie, cette politique devra distinguer les domaines d'usage des langues selon les critères socio-fonctionnels entre :

(1) **Le domaine formel**, où le français et l'arabe scolaire dominant et ne pourront être détrônés dans un proche avenir même si l'Etat doit aménager une plus grande place pour l'espagnol, présent à l'ouest du pays, et qui prend une envergure internationale.

Penser à une meilleure prise en charge de l'enseignement de l'anglais et des autres langues méditerranéennes. La modernisation de l'enseignement de l'arabe scolaire (V. A. Dourari, 2007) doit aussi figurer parmi les priorités de l'Etat afin de le remettre en contact avec son héritage rationnel ancien et nouveau dont les conservateurs l'ont mutilé.

(2) **Le domaine personnel** et intime, où il s'agit de répondre rationnellement à la demande sociale d'émancipation des langues algériennes, notamment des variétés de tamazight, et de l'arabe algérien (variante du maghrébin) qui représente l'originalité algérienne et maghrébine. La reconnaissance par l'Etat, autant que par les chercheurs, de l'amazighité du Maghreb, de l'algérianité et de la maghrébinité culturelle et linguistique du pays, permet de recomposer le puzzle identitaire millénaire, d'un côté, et le paysage géopolitique et géoculturel des Algériens et des Maghrébins, d'un autre côté.

L'officialisation de la reconnaissance des langues autochtones apporte des solutions au malaise identitaire et linguistique. La pluralité des variétés de tamazight ne pose pas un problème insoluble à son enseignement. Il est vrai que la politique linguistique d'un Etat découle en

Par le Professeur Abderrezak Dourari*

droite ligne de la politique générale de celui-ci. La mise en œuvre d'une politique linguistique et culturelle d'intégration du pluralisme algérien de fait (Cf. A. Dourari, 1997) ouvert sur la modernité et la citoyenneté est une urgence.

Le déni identitaire observé par les différents gouvernements algériens depuis l'indépendance, par l'imposition arbitraire de la politique d'arabisation dont l'un des objectifs avérés est de gommer tamazight et d'obstruer toute fenêtre sur la modernité, a incrusté dans les esprits une attitude de **réactance** viscérale à tout ce qui est officiel. Des kabylophones, pour prévenir la disparition de la langue kabyle, selon eux, vont jusqu'à mettre en place un parti kabyle (Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie) et récemment même un gouvernement provisoire kabyle. Dans ce contexte, une séparation symbolique graphique de tamazight (la graphie latine est largement diffusée en Kabylie parmi les élites et suscite un puissant soutien), qui la singulariserait de la langue arabe scolaire et de l'arabe algérien (largement diffusées en Algérie), est un pain béni pour les défenseurs de l'autonomie de la Kabylie.

Le rétrécissement de la sphère tamazightophone sous l'effet de la progression rapide de la sphère de l'arabe algérien devenu, depuis le XIII^e siècle selon G. Camps, la langue commune véhiculaire des Algériens et même des Maghrébins, ajoutée à la peur d'une glottophagie imminente pousse les élites kabylophones à tenter de masquer tout trait de ressemblance de tamazight avec l'arabe (la graphie entre autres) à commencer par l'expurgation de tout le lexique emprunté à la langue arabe et à augmenter les signes de différenciation linguistique.

Ce processus glottophage est loin d'être une vue de l'esprit puisqu'on le constate au Maroc aussi d'après Mostefa et Peter Behnstedt, (Benabou, 2003) qui déclarent :

«Il est vrai que la communication entre berbérophones du Sûs et ceux de Jerada passe avec quelques difficultés. La population arabo- phone aussi est venue d'un peu partout.

Tout ce métissage favorise l'usage de l'arabe. De ce fait, certains Sûsi se sont complètement arabisés.» (p. 110)

IV) Pour ne pas conclure

Tamazight est une langue polynomique. Quelle variété doit être standardisée et comment pour devenir la langue commune des tamazightophones (est-ce possible et est-ce nécessaire ?) sans soulever de réactions de rejet de la part des locuteurs des autres variétés ? Ou alors faut-il consacrer chaque variété quitte à risquer de pérenniser leur différenciation ?

En fin de compte, le problème a été compliqué au plus haut degré, et le travail scientifique futur sur l'aménagement de tamazight consistera d'abord à disjoindre la demande linguistique et culturelle objective des représentations idéologiques sous-jacentes qui obscurcissent la problématique et nourrissent le conflit.

Au niveau macrosociologique et, probablement, à celui de son corollaire, la philosophie politique, il s'agit de s'interroger sur les modalités d'intégration de tamazight dans un Etat unitaire. Il s'agit aussi de se demander comment intégrer tamazight dans le domaine formel sachant que celui-ci est déjà occupé par l'arabe scolaire et le français dans un contexte de globalisation économique et linguistique, d'un côté, et de s'interroger sur les nouvelles fonctionnalités de cette langue, de l'autre.

Ne faut-il pas reconnaître explicitement le rôle prépondérant réel du français dans les domaines élaborés ? Quel type de gouvernance mettre en place afin d'éviter les frustrations et les identités de repli sur soi. La démocratie linguistique ira main dans la main avec la démocratie politique et sociale.

La démocratie politique et culturelle apaisera les tensions idéologiques liées à l'amazighité, à l'arabité et à la religion. Il s'agit d'une question de gouvernance moderne.

A. D.
*Professeur des sciences du langage, Université d'Alger 2, directeur du CNPLET/MEN/ Algérie